



LES PÉRILS STRATÉGIQUES ET MORAUX DU RECOURS AUX DRONES

JULIEN TOURREILLE

*Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la
Chaire Raoul-Dandurand (tourreille.julien@uqam.ca)*

Depuis les premiers jours de sa présidence, Barack Obama poursuit et intensifie l'usage des véhicules aériens sans pilote, les drones, initié par l'administration Bush. Le Pakistan est le principal théâtre d'utilisation de ces appareils. Ils y remplissent deux types de missions. D'une part, ils assistent les forces pakistanaises, notamment dans leurs opérations dans la région du Waziristânⁱ. D'autre part, ils sont employés par les États-Unis pour traquer et éliminer les membres d'Al-Qaïda et les Talibans réfugiés dans les zones tribales le long de la frontière pakistano-afghane. Alors que l'administration Obama est plongée dans un débat sur la stratégie à adopter en Afghanistanⁱⁱ, que le nombre de soldats américains tués y augmente de façon préoccupante et que la guerre est de moins en moins acceptée par l'opinion publique américaine, certains, notamment le vice-président Biden, préconisent un élargissement significatif de l'usage des drones à la place de l'envoi de soldats supplémentaires. Ils vantent l'efficacité tactique de cette technologie. Si cette efficacité est contestable, le recours aux drones comporte plus fondamentalement des périls stratégiques et moraux majeurs pour les États-Unis.

1. Les programmes de drones américains

Les États-Unis mettent en œuvre deux programmes de drones à vocation militaireⁱⁱⁱ. Le premier relève du Département de la Défense. Il est utilisé dans les théâtres où sont déployés les soldats américains, essentiellement en Afghanistan et en Irak. Les drones y remplissent deux missions principales : fournir une surveillance et de l'information aux troupes au sol et éliminer des éléments hostiles dans les phases de combat. Le second programme est opéré par l'agence centrale de renseignement, la CIA. Les appareils ne sont pas ici seulement utilisés dans les zones où des soldats américains sont déployés. Ils sont employés à travers le monde pour traquer et éliminer des suspects de terrorisme.

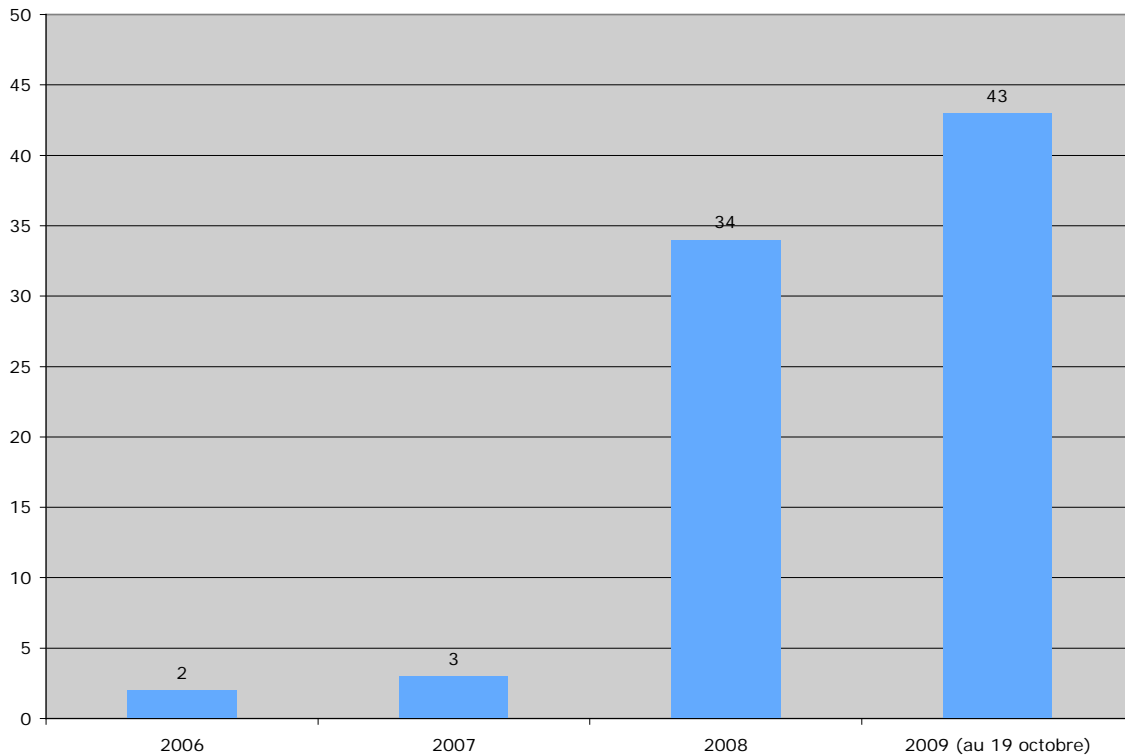
Le véhicule aérien sans pilote le plus utilisé est le *Predator*, dont une déclinaison plus lourdement armée, le *Reaper*, est récemment entrée en service. Les demandes du gouvernement américain sont telles pour ces engins, que leur fabricant, la société *General Atomics Aeronautical Systems* connaît des difficultés à fournir les appareils commandés dans les délais prévus. Si le nombre de véhicules opérés par la CIA est confidentiel, l'armée de l'air en dispose d'environ 200

aujourd'hui contre une cinquantaine en 2001^{iv}. Simples d'utilisation, ces appareils ont une autonomie pouvant atteindre les 40 heures de vol. Seuls quelques individus sont nécessaires sur le terrain pour faire décoller et récupérer l'engin après son atterrissage. Pendant toute la phase de vol, les appareils sont « pilotés » à partir de bases aux Etats-Unis, par exemple dans le Nevada pour ce qui est de l'armée de l'air ou à Langley en Virginie pour la CIA.

L'engouement pour les drones est relativement récent aux Etats-Unis. En juillet 2001 par exemple, l'ambassadeur américain en Israël dénonçait la pratique des assassinats ciblés de l'État hébreu dans laquelle ces engins jouaient déjà un rôle majeur. À la même époque, le directeur de la CIA refusait d'utiliser les *Predator* pour des missions autres que de la surveillance. Cet état d'esprit a été totalement transformé suite aux attentats du 11 septembre 2001. Quelques jours après les attaques à Washington et à New York, le président Bush et le Congrès donnèrent à la CIA le mandat d'éliminer tout membre d'Al-Qaïda où qu'il se trouve. Les drones devenaient alors un élément essentiel de la lutte contre le terrorisme. Leur première réussite opérationnelle fut annoncée par l'administration Bush en novembre 2002. Un membre d'Al-Qaïda, Qaed Salim Sinan al-Harethi, soupçonné d'avoir été impliqué dans l'attaque contre le navire *USS Cole* en octobre 2000, venait d'être liquidé par un missile tiré à partir d'un drone alors qu'il circulait sur une route désertique du Yémen^v.

Même si les Etats-Unis peuvent déployer cette technologie en tout point du globe, c'est au Pakistan, spécifiquement dans les zones tribales sous administration fédérale, qu'ils en font aujourd'hui l'usage le plus soutenu. Lasse de voir le régime pakistanais ne faire que peu d'efforts dans la lutte contre les groupes violents présents sur son territoire et menant des opérations contre les soldats américains en Afghanistan, l'administration Bush a décidé en juillet 2008 d'accroître l'utilisation des drones^{vi}. Barack Obama a repris et même intensifié ce programme. Dès le troisième jour de son mandat, le 23 janvier 2009, il a autorisé deux frappes à partir de drones opérés par la CIA. En à peine plus de neuf mois à la Maison-Blanche, il a donné son aval à 41 de ces frappes, une moyenne d'une par semaine environ.

Frappes de drones américains au Pakistan



Source : Peter Bergen et Katherine Tiedemann, « Revenge of the Drones. An Analysis of Drone Strikes in Pakistan », *New America Foundation*, 19 octobre 2009.

2. Une efficacité tactique contestable

Les drones connaissent ainsi actuellement une grande popularité, en particulier chez ceux qui militent pour un recours à une stratégie limitée de contre-terrorisme en Afghanistan, comme le vice-président Biden. L'efficacité tactique, la facilité d'utilisation, et le faible coût humain (il n'y a pas de pilote américain qui risque sa vie) de ces appareils sont mis en avant par leurs partisans. Les frappes effectuées à partir des drones ont en effet permis de tuer plus de la moitié des vingt membres les plus importants d'Al-Qaïda et de ses alliés listés par la CIA. Baitullah Mehsud, chef des Talibans pakistanais ; Nazimuddin Zalalov, un lieutenant de Ben Laden ; Ilyas Kashmiri, chef des opérations paramilitaires d'Al-Qaïda au Pakistan ; Saad Ben Laden, fils aîné d'Oussama ; Osama al-Kini et Sheikh Ahmed Salim Swedan, soupçonnés d'avoir joué un rôle central dans les attentats contre les ambassades américaines de Dar es-salaam et de Nairobi en 1998 figurent ainsi parmi les cibles éliminées^{vii}. Les drones sont également considérés comme ayant considérablement altéré la liberté d'action, de mouvement, de planification et le moral des membres des groupes terroristes. Enfin, la désignation des cibles impliquant une présence humaine au sol, l'emploi des drones aurait provoqué une certaine paranoïa et des tensions au sein des organisations terroristes et autres groupes radicaux. Des exécutions d'informateurs présumés ont ainsi été rapportées dans les rangs d'Al-Qaïda et des Talibans^{viii}.

L'efficacité tactique de l'emploi des drones doit cependant être nuancée. Premièrement, cette technologie a permis d'éliminer des menaces potentiellement importantes pour les Etats-Unis sans mettre en péril la vie de soldats américains dans des territoires particulièrement périlleux. En revanche, elle n'a pas généré de résultat contre Oussama Ben Laden, ni contre le chef des Talibans afghans, le mollah Omar. Pire, ce dernier est en passe de réussir le retour le plus remarquable de l'histoire militaire moderne^{ix}. Chassé du pouvoir à Kaboul en quelques semaines après les attentats du 11 septembre 2001, il est devenu une véritable légende et un modèle dans la région^x.

Personnes tuées lors de frappes par des drones américains

	Personnes tuées		dont militants de groupes radicaux		dont civils	
	Estimation basse	Estimation haute	Estimation basse	Estimation haute	Estimation basse	Estimation haute
2006-2007	142	164	138	160	4	4
2008	291	310	121	130	170	180
2009 (au 19 octobre)	324	538	246	406	78	132
Total	757	1012	505	696	252	316

Source : Peter Bergen et Katherine Tiedemann, « Revenge of the Drones. An Analysis of Drone Strikes in Pakistan », *New America Foundation*, 19 octobre 2009.

Deuxièmement, la lutte contre le terrorisme ne se limite pas à l'élimination de cibles. L'arrestation et l'interrogatoire de terroristes présumés, la saisie et l'exploitation de leurs matériels informatiques et de leurs documents sont autant d'éléments essentiels pour la traque d'une organisation terroriste. Pulvériser un membre d'Al-Qaïda relève alors de la destruction d'une mine de renseignements certainement fort utiles et précieux. Troisièmement, la fiabilité des informateurs sur le terrain qui identifient les cibles et les désignent pour guider les missiles avec précision est le plus souvent douteuse. En Afghanistan comme au Pakistan, leur sécurité précaire, leur volonté de se faire valoir auprès des Américains, ou les rivalités entre tribus sont autant d'éléments qui peuvent les conduire à désigner des personnes n'ayant aucun lien avec Al-Qaïda. Quatrièmement, les frappes à partir de drones perdent leur effet de surprise. Les cibles potentielles ont en effet appris à se méfier et elles ont modifié leurs habitudes et modes opératoires. Plus préoccupant, il apparaît qu'elles quittent les zones tribales de la frontière pakistano-afghane, notamment le Waziristân, pour se réfugier dans des régions plus centrales du Pakistan, comme le Punjab, où il est peu probable qu'Islamabad autorise les drones américains à opérer^{xi}.

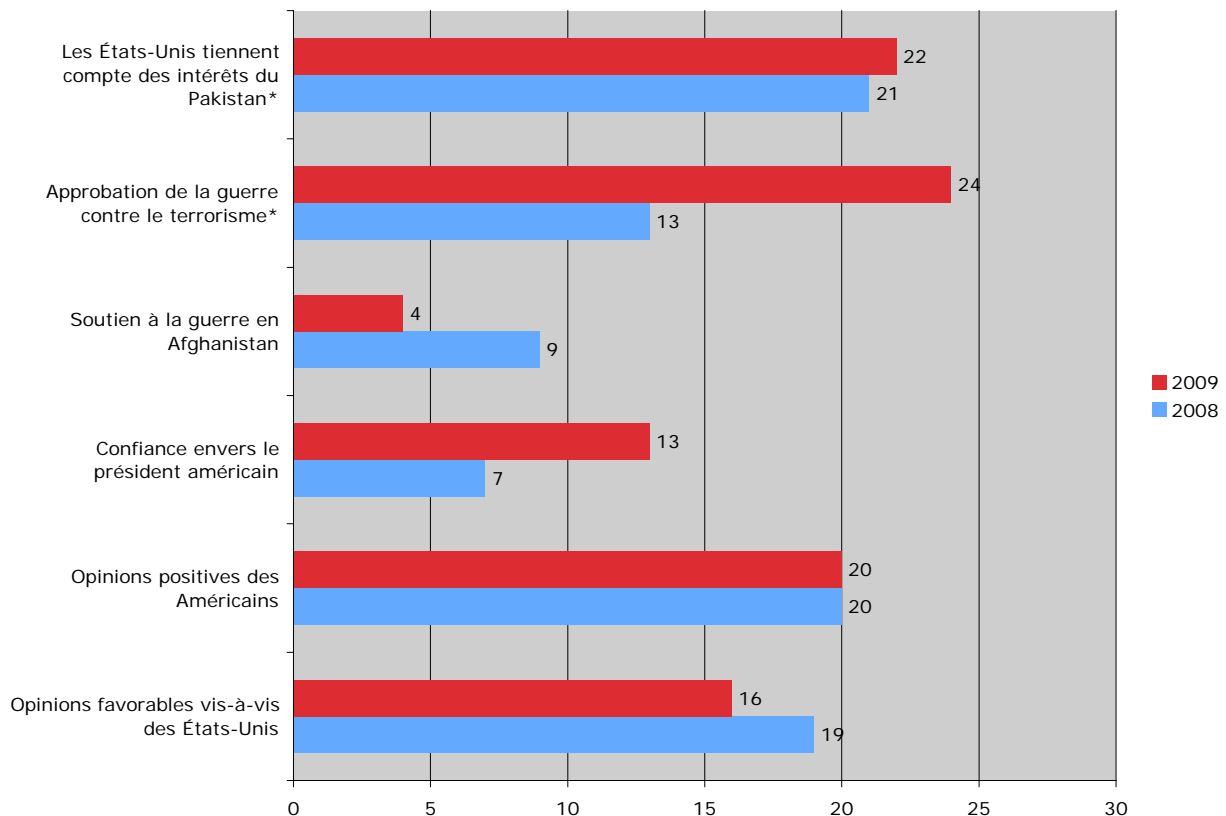
3. Les coûts stratégiques et politiques

Si leur efficacité tactique n'est pas infaillible, l'emploi des drones présente également des risques stratégiques et politiques considérables. Tout d'abord, la relocalisation des membres de groupes radicaux vers les régions plus centrales du Pakistan ne peut qu'accroître l'instabilité d'un pays déjà fragile. L'administration Obama a annoncé en mars 2009 que les autorités pakistanaises seraient consultées avant l'autorisation de frappes. Or, pour les Pakistanais, les drones demeurent des instruments qui violent leur souveraineté.

De surcroît, les drones n'éliminent pas les risques de bavures et les victimes civiles collatérales. La traque de Baitullah Mehsud est à cet égard révélatrice. Elle a duré 14 mois, du 14 juin 2008 au 5 août 2009. 15 frappes de drones ont été autorisées avec que la 16^e ne soit fructueuse. 207 à 321 personnes auront été tuées, incluant des femmes et des enfants^{xii}. Chaque frappe de drone nourrit alors la propagande des Talibans et des mouvements extrémistes et les renforce. La multiplication des violences au Pakistan au cours des dernières semaines le démontre^{xiii}. Des manifestations importantes ont mobilisé des milliers de Pakistanais qui dénonçaient la violence perpétrée par les Américains et un pouvoir politique à Islamabad perçu comme la « marionnette » de Washington.

Enfin, le recours aux drones place les Etats-Unis dans une position paradoxale intenable vis-à-vis du Pakistan. Alors que le président Obama a signé le 15 octobre un programme portant l'aide américaine au Pakistan à 1,5 milliards de dollars par an pour les cinq prochaines années^{xiv}, il continue à autoriser des actions qui tuent des civils dans un pays « allié », mais où l'image des Etats-Unis auprès de la population est nettement défavorable.

Une population pakistanaise nettement anti-américaine (données en %)



* Données pour 2007 et 2009.

Source : *Pew Global Attitudes Project*, <http://pewglobal.org/database/?indicator=1&country=166>

4. *Les périls moraux du recours aux drones*

Au-delà d'une efficacité tactique incertaine et de coûts politiques et stratégiques considérables, les frappes à partir de drones soulèvent au moins trois questions éthiques et morales préoccupantes. Premièrement, le programme conduit par la CIA est secret. Contrairement aux militaires qui sont contraints par un cadre légal, la CIA, et plus encore les employés de sociétés militaires privées auxquels elle a recours pour opérer ses drones, ne relèvent d'aucun mécanisme légal précis. Les lieux où les drones sont déployés, les responsables du programme, les modalités de désignation des cibles, et le nombre de personnes tuées sont autant d'informations confidentielles. De plus, l'autorité de décider d'une frappe a largement été déléguée à la CIA par la Maison-Blanche^{xv}.

Deuxièmement, les frappes doivent répondre à trois critères pour être jugées acceptables en vertu des règles internationales. Le civil suspecté d'activités terroristes doit être désigné comme engagé dans un conflit armé. L'usage de la force doit être une « nécessité militaire » et proportionné par rapport à la menace que représente l'individu. Des solutions alternatives, comme l'arrestation, doivent être raisonnablement inapplicables^{xvi}. Si le programme poursuivi par l'administration Obama ne viole pas expressément ces normes juridiques, il pose toutefois en la matière deux questions délicates. D'une part, en qualifiant le terrorisme d'acte de guerre et non plus de crime, le suspect ciblé ne bénéficie d'aucun droit. Il n'entre pas dans une procédure légale impliquant capture, interrogatoire et contre-interrogatoire. D'autre part, il apparaît que le gouvernement américain élargisse de plus en plus sa définition des « cibles de haute valeur » qui, par nature, devrait être stricte et limitée. Or, si des dizaines de chefs d'Al-Qaïda et des Talibans ont été éliminés à l'aide de drones, des centaines de militants de niveaux subalternes ont également été tués. L'administration Obama a par ailleurs élargi la portée des frappes autorisées en Afghanistan. Outre les membres d'Al-Qaïda et leurs alliés Talibans, ces frappes peuvent dorénavant viser des narco-trafiquants. Le colistier et le frère d'Ahmid Karzaï sont impliqués dans le trafic de drogue. Les Etats-Unis vont-ils les prendre pour cible, alors que les forces américaines et l'OTAN sont présents en Afghanistan pour prêter assistance au gouvernement afghan, dirigé par Ahmid Karzaï si celui-ci est réélu à la présidence le 7 novembre prochain ?

Troisièmement, et plus fondamentalement, la technologie des drones et la multiplication des robots en général dans les zones de combats exercent une séduction inquiétante. Dans la lignée des discours sur les « frappes chirurgicales », mais avec une ampleur encore plus grande, cette robotisation isole et aveugle les citoyens face aux coûts humains de la guerre. Ainsi immunisés et distancés des violences, les citoyens pourraient accepter l'usage constant d'une force létale qui resterait à leurs yeux largement irréaliste et virtuelle^{xvii}. Dans cette perspective, le recours accru aux drones par les États-Unis au Pakistan est particulièrement inquiétant et troublant. Les régions dans lesquelles ils opèrent sont en effet difficiles d'accès. Les autorités pakistanaises en ont en plus interdit l'accès aux médias et aux organisations internationales et humanitaires. Contrairement aux autres conflits où les drones sont employés, comme en Irak ou dans les territoires palestiniens, il n'existe aucun témoignage visuel favorisant une prise de conscience et une retenue dans l'usage de la force.

Il n'est pas question d'exclure ou d'interdire les drones. À bien des égards, ils sont les seuls instruments disponibles pour éliminer des individus dangereux réfugiés dans des régions inaccessibles, telles les provinces tribales du Pakistan, les montagnes de l'Afghanistan ou la Somalie. Ils ne sauraient cependant pas être considérés comme des garanties de sécurité infaillibles et bon marché. Ces outils doivent être employés avec la plus grande prudence. L'attrait de cette technologie aux Etats-Unis soulève des questions morales fondamentales auxquelles la société américaine devra réfléchir. À défaut d'y répondre rapidement, les dérives dans l'usage des drones pourraient entacher la réputation des Etats-Unis comme l'a fait le recours à la torture sous l'administration Bush.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

ⁱ Julian Barnes et Greg Miller, « U.S. aiding Pakistani military offensive », *The Los Angeles Times*, 23 octobre 2009.

ⁱⁱ Voir Julien Tourreille, « Le piège de la redéfinition d'une stratégie pour l'Afghanistan », *Chroniques Etats-Unis Chaire Raoul-Dandurand*, 29 septembre 2009.

ⁱⁱⁱ Les appareils employés pour surveiller la frontière canado-américaine entre le Manitoba et le Dakota du Nord n'en font pas partie. Ils sont gérés par le Département de la Sécurité Intérieure.

^{iv} Jane Mayer, « The Predator War », *The New Yorker*, 26 octobre 2009.

^v Jane Mayer, *ibid.*

^{vi} Peter Bergen et Katherine Tiedemann, « Revenge of the Drones. An Analysis of Drone Strikes in Pakistan », *New America Foundation*, 19 octobre 2009.

^{vii} Jane Mayer, *op. cit.*

^{viii} Peter Bergen et Katherine Tiedemann, *op. cit.*

^{ix} Scott Shane, « A Dogged Taliban Chief Rebounds, Vexing U.S. », *The New York Times*, 11 octobre 2009.

^x Ahmed Rashid, « The Crisis in AfPak », *The National Interest*, novembre-décembre 2009.

^{xi} Peter Bergen et Katherine Tiedemann, *op. cit.*

^{xii} Jane Mayer, *op. cit.*

^{xiii} Jane Perlez, « Pakistan Attacks Show Tighter Militant Links », *The New York Times*, 16 octobre 2009.

^{xiv} Shiza Shahid et Karin von Hippel, « The Politics of Aid : Controversy Surrounds the Pakistan Aid Bill », *CSIS*, 19 octobre 2009.

^{xv} Jane Mayer, *op. cit.*

^{xvi} Jane Mayer, *op. cit.*

^{xvii} Peter W. Singer, *Wired for War. The Robotics Revolution and Conflict in the 21st Century*, Penguin Press, New York, 2009.